

Tunisie, qu'est ce qu'une révolution non religieuse ?

Un événement inédit a ébranlé la paisible Tunisie. En près d'un mois ou presque (17 décembre 2010-14 janvier 2011), un peuple chasse son tyran. C'est du Sud que le processus a été déclenché. Et ses



© Lucas Mebrouk Dolega - EPA

vents continuent à souffler. Aussi les observateurs sont-ils embarrassés, ne sachant s'il faut parler de coup d'Etat, de rébellion ou de révolution ? Ceux qui ont été surpris par le départ précipité du tyran placent leur confiance dans les services de renseignements et attendent une reprise en main par les tenants de l'ancien régime. Je n'irai pas jusqu'à dire qu'ils le souhaitent rien que pour le plaisir de confirmer une vague intuition et peut-être des bribes d'informations qu'ils ont glanées auprès de « sources autorisées ». Leur maître à penser est Thierry Meysson. Il a déjà douté d'un 11 septembre 2001 planifié par Ben Laden alors que ce dernier a publiquement reconnu son forfait ! Des esprits brillants s'y sont malheureusement laissés prendre. Ils ne connaissent pas l'homme : Ben Ali est lâche. De l'aveu de

son entourage immédiat, il a fondu en larmes la veille de son coup, le 6 novembre au soir... Un coup d'Etat se concocte dans le cercle restreint du pouvoir. Or, les premiers témoignages disponibles indiquent que Ben Ali s'est éclipsé discrètement laissant les siens dans le flou juridique et le désarroi politique. Un coup d'Etat sauve le régime. Le sien est menacé de disparaître. De multiples enquêtes criminelles sont ouvertes par le parquet de Tunis contre Ben Ali, son clan et son staff. Et le peuple en redemande !

Plus nombreux ceux qui parlent d'insurrection. Ben Ali a été chassé par un soulèvement populaire, mais la différence entre une révolte et une révolution est moins de degrés que d'échelle. Une révolte s'épuise, une révolution se prolonge. Une sédition finit par être mâtée, une révolution triomphe. Une révolte est limitée, une révolution est générale. Un soulèvement est une agitation, une révolution clôt un cycle. Une jacquerie produit du désordre, une révolution invente un ordre nouveau. Il suffit alors de compter les acquis des derniers jours pour se rendre à l'évidence qu'il s'agit bien d'une révolution. Ben Ali a été éconduit par des actes de bravoure exemplaires dignes d'une tragédie grecque, des protestations civiles qui ont déprimé les forces de l'ordre et même des batailles rangées. On comprend que les tunisiens en soient légitimement fiers. Et ce n'est pas flatter l'égo d'un peuple humilié que de reconnaître son mérite, autant

que d'autres peuples qui ont accompli de si grandes choses ! A juste titre, les nombreuses pétitions des intellectuels et leur interventions écrites et orales témoignent d'une dignité retrouvée.

Il existe enfin un critère fatidique pour savoir si la Tunisie a accompli une révolution : l'enthousiasme. Dans le Conflit en trois sections, Kant s'interroge sur les effets de la révolution française. Il dit que ce ne sont pas les acteurs qui qualifient la révolution (on le concède) mais ce sont les spectateurs lorsqu'ils sont saisis par l'enthousiasme (ce mélange de plaisir et de peine) pour ce qui est universel et partout moral dans l'événement. Tel est le cas de la révolution tunisienne. Elle réinvente à sa mesure les idéaux de liberté, de dignité et de justice. On se croirait dans n'importe quelle capitale postsoviétique, mais guère à Téhéran en 1979. Et le seul portrait exhibé par les manifestants est celui du Che ! C'est ce qui explique l'emportement qu'elle éveille, l'admiration qu'elle suscite, l'effet de contagion qu'elle diffuse. Partout dans le monde islamique, voire au-delà. Ceux qui mauvais spectateurs en doutent n'ont aucune idée de ce qui se joue dans le théâtre de la révolution. Ils confondent intelligence et malice (à ne pas confondre avec la ruse de la raison). Même la confiscation plausible de la révolution ne leur donnera pas raison.

Hamadi REDISSI

Politologue, université Tunis-El Manar

Entre mille fleurs et boîte de Pandore : la transition démocratique

La révolution tunisienne a été inaugurée par le surgissement de l'impensable : une intifadha, partie de Sidi Bouzid, qui s'est répandue, en un laps de temps très court, à l'ensemble du pays et qui a forcé, en l'espace de trois semaines, le tout puissant précédent Président et sa famille à une fuite honteuse.

Immédiatement après sa déchéance, et même à partir de son dernier jour de règne, l'intifadha se transformait en révolution, une révolution politique d'une rapidité inouïe balayant sur son passage les anciens cadres de l'autoritarisme. Elle mettait fin à la censure et imposait l'ouverture des médias, la libération de tous les prisonniers politiques, la promulgation d'une loi d'amnistie générale, la liberté de manifestation, d'expression, d'organisation et d'association, le gel des avoirs du RCD, la suppression de ses cellules professionnelles, l'indépendance de l'Administration et des entreprises, la constitution d'un gouvernement provisoire pluriel et la création des institutions en charge de la transition démocratique.

Comme en toute phase révolutionnaire, les forces de l'adversité se liguent. La Tunisie a eu à faire face à un faisceau convergent de déstabilisations : les milices armées, la garde présidentielle et les services mêmes de l'Intérieur laissés par Ben Ali pour piller, tuer et semer le chaos, Kadhafi qui demandait le retour du président déchu et usait, de manière intermittente, de sa capacité de nuisance, Kardhaoui qui, de son trône d'Al Jazira, haranguait les Tunisien(ne)s pour détruire le gouvernement de transition, Rached Ghannouchi, qui, de son siège à Londres, lui emboîtait le pas. Al Jazira qui diffusait des fausses nouvelles et annonçait chute du gouvernement, démissions des partis d'opposition et donnait toute sorte de pseudo-informations en vue d'allumer la rue. Et, pour couronner le tout, une grève prolongée de la police et de la garde nationale au moment où le pays avait cruciallement besoin de sécurité pour contrer les pillages et le chaos. A l'avant-garde de la radicalité et de la pureté révolutionnaire, plus même que les



organisations d'extrême gauche cohérentes avec elles-mêmes, on a retrouvé les caciques et les personnages les plus corrompus du système Ben Ali. Eux, qui lui avaient apporté leur soutien sans faille et demandaient son maintien jusqu'en 2019 au moins, trouvaient trop peu démocratiques les réformes engagées et non crédible le nouveau gouvernement ! Retournement de veste ? Non, ils voulaient simplement faire chuter le gouvernement pour faire avorter la révolution et ne pas avoir à rendre compte de leur enrichissement illicite et de leur corruption.

La révolution est parvenue à transcender toutes ces adversités ; elle les a écrasées par la maturité du peuple tunisien et de sa jeunesse. L'histoire de la défense civile, citoyenne et républicaine de la révolution restera dans les annales de la Tunisie et du monde comme l'une de leurs plus belles pages. Elle est à écrire.

La révolution n'est pas un long fleuve tranquille : elle est l'irruption soudaine et massive de dénonciations longtemps contenues, d'aspirations et de revendications, raisonnables et déraisonnables, non négociables qui doivent être mises en œuvre, exécutées ici et maintenant. Elle est le jaillissement des mille fleurs ; elle est l'exigence du possible et de l'impossible.

Les révolutions échouent, finissent par manger leurs enfants, sont suivies de

« restaurations » lorsque le flot de l'exigence de l'impossible devient impétueux et balaie sur son passage la conscience des limites du possible. Le flot de l'impossible se saisit de certaines figures de la sagesse et les instrumentalise pour se draper des oripeaux du raisonnable, mais il les rejette avec mépris dès lors qu'elles ont servi à casser les institutions naissantes de la démocratie. Alors, s'ouvre la boîte de Pandore où chaque acteur, se prévalant d'une légitimité supérieure, bouscule celui qui manque de pureté. La course à la pureté est une course sans fin : à la fin, il n'en reste qu'un. Qui sème sa terre et c'est alors la contre-révolution.

La révolution triomphe quand elle parvient à prendre conscience des limites du possible et à maîtriser et domestiquer les

exigences de la pureté parfaite et du tout, tout de suite.

Après plusieurs jours de tournis et de vertiges, de navigation aux limites de l'abîme, la révolution tunisienne semble reprendre tous ses droits. Elle a passé sa plus grande épreuve. Les institutions fondamentales de la transition démocratique - le gouvernement provisoire, les commissions d'enquête et le comité de la réforme politique, - sont désormais reconnues et peuvent travailler. Ce qui ne veut point dire que leur chemin ne sera pas d'embûches. Ni qu'il faut leur donner un chèque en blanc. Soutien et vigilance sont les maîtres mots.

Mahmoud BEN ROMDHANE

Economiste, université Tunis-El Manar

Perspectives à venir de la révolution tunisienne et défis à relever

L'inspiration fondamentale de la révolution a été jusqu'ici démocratique. Gardera-t-elle le cap jusqu'à l'instauration d'un système démocratique à l'abri de toute récupération, que ce soit pour restaurer le système contre lequel elle s'est levée, ou par des fuites en avant qui risquent d'accoucher d'une nouvelle dictature ? Les Tunisiens sont obligés de choisir très vite entre des options dont aucune n'est parfaite :

- La poursuite des purges répond à une exigence de justice qui risque de tourner à un cauchemar qui rappelle de sombres épisodes qui ont suivi de grandes révolutions.

- La demande d'élections immédiates, sans laisser aux différentes expressions de la société le temps de s'organiser, et avant de mettre en place un code électoral qui empêche qu'un courant, aussi important soit-il, accapare les pouvoirs, risque de conduire à une impasse comme celle dont l'Algérie a du mal à sortir.

- Une solution proche de l'exemple sud-africain ne satisfait pas les exigences d'une justice qui oblige tous les salauds à payer la facture de leurs forfaits, mais elle peut préserver les chances d'une évolution pacifique vers l'instauration d'une société démocratique réconciliée avec elle-même.

Dans la situation actuelle, il serait plus prudent de se donner le temps et les moyens d'une transition maîtrisée. Le gouvernement provisoire qui doit gérer cette transition, doit se consacrer à la gestion des affaires courantes et à préparer les conditions d'une véritable transition démocratique respectant l'inspiration et les revendications du mouvement qui a conduit à la chute de Ben Ali et qui se poursuit en demandant le démantèlement des rouages de la dictature

dont le noyau fondamental est l'Etat RCD et ses différentes ramifications politiques, économiques, culturelles et sociales. Durant cette période de transition, les expressions politiques et sociales auront le temps et les moyens de s'organiser, d'élaborer et de confronter leurs programmes à travers un débat démocratique qui n'exclut aucune expression ni aucune tendance aussi minoritaire soit elle et quelle que soit son projet ou son attitude par rapport au gouvernement de transition. Tout le monde doit bénéficier d'une totale liberté d'expression, que ce soit à travers les médias ou par des réunions et des manifestations



publiques pacifiques, sans aucune forme de répression, de censure, ou de restriction. Une telle condition est le seul garant d'un choix démocratique éclairé où le peuple saura d'avance pour qui et pour quoi il sera appelé à voter librement et en toute connaissance de cause. De même, pour éviter que les élections ne conduisent à l'accaparement de tous les pouvoirs par un courant, aussi important, démocratique et populaire soit-il, il serait plus prudent de réviser préalablement le code électoral actuel pour adopter un système à la proportionnelle et prévoir la limitation des pouvoirs de l'exécutif. Je pense également, que la réforme de la constitution et différentes institutions, pour

asseoir un véritable système démocratique, doit faire l'objet d'un débat, quitte à confier à la future assemblée démocratique la poursuite de cette réflexion. En attendant, les commissions mises en place doivent continuer leur travail de réflexion sur ces réformes en ayant le souci de recueillir les avis de toutes les expressions politiques et sociales.

Il est difficile et inutile d'entrer dans le détail de ce qu'il faut faire durant les quelques mois de transition nécessaires pour organiser dans les meilleures conditions des élections véritablement démocratiques. Enfin, un choix lucide entre les différentes options prônées par les un(e)s et les autres ne doit pas passer pas les surenchères idéologiques, les insultes, les attitudes sectaires, les appels à l'exclusion et l'anathème, ou la confrontation dans la rue qui risquent de dégénérer en un engrenage de violence qui ternirait l'image d'une révolution jusqu'ici pacifique. La modestie s'impose à tous les protagonistes d'autant plus que personne ne peut revendiquer la paternité de cette révolution dont les principaux acteurs étaient des jeunes inorganisés et que tout le monde pensaient apolitiques et incapables de se mobiliser pour de grandes causes comme la démocratie, la liberté et les droits humains. Ils doivent avoir toute la place qu'ils méritent dans le gouvernement, les institutions et le débat concernant l'avenir de leur révolution. Les vieux, dont je suis, doivent mettre les fruits de leur expérience à leur service et ne doivent surtout pas leur disputer la place qui leur revient de droit.

Cherif FERJANI

Politologue, université de Lyon